QUESTIONNAIRE : 9E RAPPORT BISANNUEL

Chapitre 1: Participation des parlements nationaux au processus de ratification du traité de Lisbonne

Ce chapitre dresse un état des lieux des procédures en cours dans les États membres afin de ratifier le Traité de Lisbonne d'ici fin 2008. Un tableau présentera le calendrier d'adoption, ainsi que les exigences législatives et institutionnelles de chaque pays. Ce tableau sera disponible sur le site Internet de la COSAC et sera mis à jour tout au long du processus de ratification.

La plupart des États membres vont ratifier le traité par voie parlementaire ; pour le moment, seule l'Irlande doit organiser un référendum. Les parlements nationaux se trouvent donc placés au centre du processus de ratification. Dans ce contexte, ce chapitre décrira également les initiatives parlementaires qui ont été prises en vue d'informer les citoyens sur le Traité de Lisbonne. Il présentera les moyens par lesquels les parlements nationaux ont choisi d'informer sur le traité (par exemple, lors de débats publics, grâce à la publication et la diffusion de documents de synthèse, l'organisation d'événements et des partenariats avec d'autres institutions européennes et nationales) et examinera le contenu de leur stratégie de communication.

Questions :

Avant de répondre aux questions, nous vous serions reconnaissants de bien vouloir consulter le lien suivant sur le site Internet de la COSAC afin de vérifier l'exactitude des informations concernant le processus de ratification (procédure et calendrier) dans votre pays/Parlement :

<http://www.cosac.eu/en/info/Treaty/>

En cas d'erreur ou d'omission, merci d'en avvertir le Secrétariat.

Il sera tenu compte de vos remarques dans le 9^e rapport biennuel mais également après sa publication, puisque le tableau, disponible sur le site de la COSAC, sera actualisé.

- 1. Une version consolidée du traité de Lisbonne est-elle nécessaire dans le cadre de la procédure de ratification au sein de votre Parlement/Chambre ? Si c'est le cas, quand doit-elle être mise à disposition et par qui ?**
- 2. Votre Parlement/Chambre a-t-il/elle développé des initiatives visant à informer les citoyens sur le contenu du traité de Lisbonne ? Si c'est le cas, pourquoi et par quels moyens (à travers l'organisation de débats publics, la publication et la diffusion de documents de synthèse, l'organisation d'événements, des partenariats avec d'autres institutions européennes ou nationales, etc) ? Votre commission des affaires européennes joue-t-elle un rôle dans ce cadre ?**
- 3. Votre communication en direction des citoyens porte-t-elle sur le traité de Lisbonne dans son ensemble ou se concentre-t-elle sur certains aspects ?**

Avez-vous mis l'accent sur le rôle des parlements nationaux dans le traité de Lisbonne ?

Chapitre 2: Traité de Lisbonne - la mise en œuvre et ses conséquences pour les parlements nationaux européens

Ce chapitre examinera les dispositions du Traité de Lisbonne qui concernent le rôle des parlements nationaux dans l'UE. Il ne se focalisera pas seulement sur les mécanismes prévus dans le Protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l'Union européenne et dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, mais aussi sur les autres éléments figurant dans le Traité de Lisbonne qui concernent l'influence des parlements nationaux dans l'UE.

Parallèlement, un aperçu du rôle renforcé du Parlement européen sera présenté.

Une attention particulière sera accordée à la façon dont les parlements se préparent à relever les défis posés par le Traité de Lisbonne. Une attention particulière sera portée sur la coopération et l'échange d'informations et les meilleures pratiques parmi tous les acteurs concernés. En outre, ce chapitre examinera de manière stratégique la question des moyens par lesquels les parlements peuvent exercer l'influence qui leur a été attribuée par le Traité.

Questions :

- 1. Votre Parlement/Chambre considère-t-il/elle que le Traité de Lisbonne renforcera sa capacité d'influence dans le traitement des questions relatives à l'Union européenne ? Si oui, comment ?**
- 2. Au vu des dispositions contenues dans le Traité de Lisbonne, votre Parlement/Chambre envisage-t-il/elle de modifier ou d'adapter ses procédures internes ? (p. ex., modification de la procédure de contrôle, modification des relations avec votre gouvernement ?)**
- 3. Votre Parlement/Chambre considère-t-il/elle que l'entrée en vigueur du Traité de Lisbonne impliquera d'approfondir plus encore la coopération, l'échange d'informations et de bonnes pratiques entre les parlements ? Si oui, quels sont les mécanismes que vous pensez nécessaires pour accroître la coopération, notamment pendant la période des 8 mois prévue au Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité ?**

Chapitre 3: Stratégie de Lisbonne

Ce chapitre suivra et complètera le sommaire du 8ème rapport bisannuel (octobre 2007) qui a analysé le rôle des parlements nationaux et du Parlement européen dans la stratégie de Lisbonne.

Son objectif consiste à (a) fournir l'information factuelle sur le progrès de la stratégie en tenant compte du début du nouveau cycle (2008-2010), (b) présenter les résultats du prochain Conseil européen du Printemps, et (c) souligner les tendances générales dans les positions

parlementaires qui se manifestent lors du dialogue interparlementaire annuel entre les parlements nationaux et le Parlement européen à l'approche du Conseil du Printemps.

Il n'y a pas de questionnaire sur ce chapitre.

Chapitre 4: - Elargissement de l'espace Schengen

Ce chapitre examinera le degré d'engagement des parlements nationaux de l'Union européenne dans le processus Schengen. Il déterminera comment les parlements nationaux cherchent à exercer le contrôle.

Pour que la création d'un espace de libre circulation de personnes ait du succès, il est nécessaire de définir les règles de sécurité qui s'appliquent aux nouvelles frontières extérieures. Par conséquent, ce chapitre soulignera les moyens par lesquels les parlements nationaux envisagent la délimitation de l'espace Schengen (critères d'adhésion), ainsi que le rôle qu'ils entendent jouer dans la détermination des règles de sécurité visant à maintenir l'ordre public à l'intérieur de cet espace (échange de données, mesures relatives aux sujets de migration ou la lutte contre le terrorisme).

Cependant, de telles mesures de sécurité peuvent également affaiblir des libertés individuelles (par exemple le respect de la vie privée). Ce chapitre rassemblera les points de vue des parlements nationaux sur cette question en vue de donner un aperçu des débats nationaux sur ces sujets.

Questions :

- 1. Votre Parlement/Chambre est-il/elle impliqué(e) dans le processus décisionnel concernant l'élargissement de l'espace Schengen ? Si oui, quelle procédure de contrôle utilisez-vous ? Comment votre Parlement/Chambre coopère-t-il/elle avec votre gouvernement sur ce sujet ?**
- 2. Quel est le point de vue de votre Parlement/Chambre concernant les critères et l'avenir de l'évaluation Schengen ? Quel rôle votre Parlement/Chambre entend-t-il/elle jouer dans la détermination des règles de sécurité à mettre en place pour définir une politique commune sur Schengen?**
- 3. Au vu de l'expérience du Traité de Prüm, quel rôle votre Parlement/Chambre entend-t-il/elle jouer dans l'élaboration d'un "accord PNR européen"? Quel est le point de vue de votre Parlement/Chambre concernant les manières de défendre les libertés individuelles dans l'espace Schengen ? Avez-vous l'intention d'utiliser - si elles sont ratifiées - les dispositions du Traité de Lisbonne relatives à l'évaluation et au contrôle des activités d'Europol et d'Eurojust ? Si oui, comment ?**

Chapitre 5: Participation des parlements nationaux aux négociations d'adhésion à l'UE

L'article 49 du Traité sur l'Union européenne dispose que tout État européen qui respecte les principes énoncés à l'article 6, paragraphe 1, peut demander à devenir membre de l'Union. Il

adresse sa demande au Conseil, lequel se prononce à l'unanimité après avoir consulté la Commission et après avis conforme du Parlement européen qui se prononce à la majorité absolue des membres qui le composent.

En outre, le Traité énonce que les conditions d'admission et les adaptations que cette admission entraîne en ce qui concerne les traités sur lesquels est fondée l'Union, font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État demandeur. Ledit accord est soumis à ratification par tous les États parties, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

Du point de vue des parlements de l'UE, le processus d'adhésion peut être envisagé comme un déroulement en trois étapes comprenant : une étape d'ouverture, une étape de « monitoring » du progrès des négociations, chapitre par chapitre, et une étape finale, la ratification du traité d'adhésion.

L'objectif de ce chapitre est de déterminer si les parlements nationaux sont impliqués dans les négociations d'adhésion avec les pays candidats à chacune de ces étapes et comment. En outre, ce chapitre tâchera d'identifier les éventuelles règles particulières des constitutions nationales pour la ratification d'un traité d'adhésion.

Questions :

Les questions portent uniquement sur les deuxième et troisième phases décrites ci-dessus, en prenant en compte le rôle des parlements de l'Union européenne. La dernière phase est présentée en deux parties. On cherchera également à identifier les éventuelles particularités liées à la ratification d'un traité d'adhésion dans les systèmes constitutionnels des États membres.

Les négociations chapitre par chapitre :

1. Votre Parlement/Chambre exerce-t-il/elle un contrôle sur les négociations, chapitre par chapitre ?

Si c'est le cas :

- a) quel est le rôle des commissions suivantes : la commission des affaires européennes, la commission des affaires étrangères, les autres commissions dont le domaine d'intervention correspond à un chapitre de négociation ?**
- b) Quelle forme juridique prend la décision de votre Parlement/Chambre et dans quelle mesure cette décision influence-t-elle la position de votre pays ?**
- c) Quel est le rôle de l'assemblée plénière ?**

L'approbation du traité d'adhésion :

2. Votre Parlement/Chambre participe-t-il/elle à la phase d'approbation du traité d'adhésion par le Conseil européen ?

Si c'est le cas, quel est :

- a) le rôle des commissions suivantes : la commission des affaires européennes et la commission des affaires étrangères ?**

b) le rôle de l'assemblée plénière ?

La ratification :

- 3. Quel est le rôle des commissions dans le cadre de la ratification d'un traité d'adhésion ?**
- 4. Votre système constitutionnel prévoit-il des dispositions particulières concernant la procédure de ratification d'un traité d'adhésion (par exemple, vote à la majorité absolue/relative, ordinaire/qualifiée) ? Merci de préciser !**
- 5. Votre système constitutionnel prévoit-il une procédure de ratification différente selon la forme que revêt le droit communautaire primaire (traités fondateurs et traités d'adhésion) ? Merci de préciser !**